

57 organisations syriennes demandent la garantie du retour sûr des personnes déplacées de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad, ainsi que la restitution de leurs biens



- Les violations commises dans la région doivent être intégrées aux programmes de justice transitionnelle, de manière à garantir l'équité, la réparation des préjudices, l'indemnisation et la non-répétition

57 organisations syriennes demandent la garantie du retour sûr des personnes déplacées de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad, ainsi que la restitution de leurs biens

Ensuring That The Violations Experienced In The Area Are Les violations commises dans la région doivent être intégrées aux programmes de justice transitionnelle, de manière à garantir l'équité, la réparation des préjudices, l'indemnisation et la non-répétition

Malgré les transformations majeures qu'a connues la Syrie, y compris la chute du régime Assad le 8 décembre 2024, la formation du gouvernement de transition et le retour d'environ deux millions de personnes déplacées internes dans leurs foyers et zones de résidence, des dizaines de milliers de personnes déplacées de force des régions de Ras al-Aïn / Serekaniyê, Tell Abyad et Afrin restent privées de leur droit au retour ou à la restitution de leurs biens.

Le 9 octobre 2019, la Turquie, avec le soutien de factions de l'"Armée nationale syrienne" qu'elle appuie, a lancé une opération militaire baptisée "Source de paix" contre les régions de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad / Girê Spî, laquelle s'est soldée par l'occupation des deux zones et le déplacement de plus de 200 000 de leurs habitants.

Au cours des six dernières années, des violations systématiques et à grande échelle des droits humains, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ont été documentées, perpétrées par les forces turques et les factions armées syriennes qu'elles soutiennent. Ces violations incluent des exécutions extrajudiciaires, des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires, la torture et les mauvais traitements, ainsi que la confiscation massive de biens appartenant aux populations autochtones kurdes, arabes, arméniennes, syriaques, yézidiennes, tchéchènes et autres.

Des dizaines de milliers de personnes issues des populations autochtones demeurent déplacées de force dans des conditions humanitaires extrêmement difficiles, au sein de camps et de centres d'hébergement dépourvus de reconnaissance et de soutien de la part des Nations unies.

Selon les estimations d'organisations syriennes locales indépendantes, plus de 85 % des habitants de Ras al-Aïn / Serekaniyê sont toujours déplacés; le nombre de Kurdes y est passé d'environ 75 000 à moins de 50 personnes, tandis que la présence des Arméniens, des Syriaques et des Yézidis a chuté à des chiffres ne dépassant pas les doigts d'une main. À Tell Abyad, la présence kurde s'est réduite à quelques familles.

La situation humanitaire s'est également aggravée avec la politisation des ressources hydriques. Depuis la prise de contrôle turque de la région, l'approvisionnement en eau de la station d'Allouk, à l'est de Ras al-Aïn / Serekaniyê, a fait l'objet de coupures délibérées et répétées, privant environ 800 000 habitants de la ville de Hassaké et de ses zones rurales d'accès à l'eau, en violation flagrante du droit des populations de la région à disposer d'eau potable et de services d'assainissement.

Lors de la signature de l'accord du 10 mars entre le gouvernement de transition et les Forces démocratiques syriennes, l'article cinq a consacré un engagement moral et politique en faveur du retour de toutes les personnes déplacées dans leurs foyers et de

la garantie de leur protection par l'État syrien. Cependant, l'écoulement de sept mois depuis l'accord sans progrès tangible concernant le dossier des personnes déplacées de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad confirme la nécessité d'en faire une priorité nationale urgente, afin d'organiser un retour sûr, digne et équitable, indépendamment des marchandages politiques ou des arrangements sécuritaires temporaires.

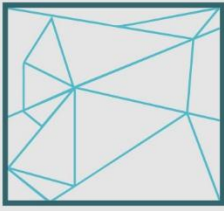
Partant de ce constat, les organisations syriennes signataires réaffirment leur pleine solidarité avec les personnes déplacées de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad, ainsi qu'avec l'ensemble des victimes et des personnes déplacées en Syrie, et appellent la communauté internationale, le gouvernement syrien de transition, l'Administration autonome, le gouvernement turc et toutes les parties concernées à:

- 1) Garantir le retour immédiat, sûr et digne de toutes les personnes déplacées de Ras al-Aïn / Serekaniyê et de Tell Abyad, lever les obstacles au retour et rétablir les services essentiels.
- 2) Restituer les droits à leurs titulaires, permettre la récupération des biens confisqués, et mettre en place des mécanismes efficaces d'indemnisation et de réparation individuelle et collective.
- 3) Intégrer les violations commises dans la région aux programmes de justice transitionnelle de manière à garantir la reddition de comptes, la réparation des préjudices, l'indemnisation et la non-répétition.
- 4) Conditionner tout processus de négociations politiques à des garanties concernant le retour des personnes déplacées, et permettre aux habitants de la région de gérer les affaires de leur territoire à travers des structures locales élues et inclusives, renforçant la confiance et consacrant l'État de droit.
- 5) Neutraliser l'eau et les ressources naturelles des tiraillements politiques, assurer le fonctionnement régulier de la station d'Allouk et s'abstenir d'utiliser l'eau comme moyen de pression sur les communautés.
- 6) Intégrer Ras al-Aïn / Serekaniyê et Tell Abyad aux programmes de reconstruction sur la base de la non-discrimination et de l'égalité des chances en matière de services et d'investissements publics, afin de garantir un retour durable.

Organisations signataires par ordre alphabétique:

- 1-Access
- 2 - Act for Afrin
- 3 - Afrin Platform
- 4- Afrin Social Association
- 5- Ambassadors Association for Persons with Disabilities
- 6- Analysis and Strategic Studies Organization (ASSO)
- 7- Aras Association
- 8- Areej Organization
- 9- Artist Organization for Culture and Development
- 10- ASHNA for Development
- 11- Ashti Center
- 12- ASHTI Foundation
- 13- Committee of Displaced Persons from Serê Kaniyê/Ras al-Ain
- 14- Dar Association for Victims of Forced Displacement
- 15- Dar for Peace and Prosperity
- 16- Development Seeds Centre
- 17- Dijla Organization for Development and Environment
- 18- Ella for Development and Peace Building
- 19- Human Rights Organization Afrin- Syria
- 20- Humanitarian Development Cooperation
- 21- Jian Humanitarian Organization
- 22- Jiyan Foundation for Human Rights
- 23- Kobani for Relief and Development
- 24- Lelun Association for Victims
- 25- Malva for Arts and Culture
- 26- Missing Persons' Families Platform in North and East Syria (MPFP-NES)
- 27- Network of Statelessness Victims in al-Hasakah (NSVH)
- 28- Nûdem Médias et Développement
- 29- Nujeen Association of Community Development
- 30- PEACE SHE LEADAR NETWORK
- 31- PÊL – Civil Waves
- 32- Peyam Organization
- 33- Ras al-Ain Platform
- 34- RDI Organization
- 35- RÊ for Rehabilitation and Development
- 36- Reng for Development
- 37- Rojava Association for Kurdish Culture and Literature

- 38- Roni Peywend
- 39- Rose for Support and Empowerment
- 40- Salam for Hope
- 41- SCSD
- 42- Shams Organization for Rehabilitation and Development”
- 43- SHAR for Development
- 44- Shawshka Women’s Association
- 45- Small Dreams Group
- 46- Synergy Association for Victims
- 47- Syriac cultural association in Syria
- 48- Syrians for Truth and Justice (STJ)
- 49- Taa Marbouta
- 50- Tara for Development
- 51- Together for a better society- TBS
- 52- We Care
- 53- White Hope Organization
- 54- Wheat & Olive Platform
- 55- Yekpar Society for Culture and Arts
- 56- Zagon Organization
- 57- Zagros Center for Human Rights



À PROPOS DE L'ORGANISATION

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

Le projet a commencé par la publication d'histoires de Syriens ayant été victimes de arrestation arbitraire, de disparition forcée et de torture, et s'est ensuite développé pour devenir une organisation solide de défense des droits de l'homme, enregistrée au Moyen-Orient et dans l'Union Européenne. Elle s'engage à révéler toutes les violations des droits de l'homme à travers toute la géographie syrienne et par toutes les acteurs au conflit.

Partant de la conviction de "Syrians" que la diversité et la pluralité qui caractérisent la Syrie sont une bénédiction pour le pays, notre équipe de chercheurs et de bénévoles travaille avec dévouement pour surveiller, révéler et documenter les violations des droits de l'homme commises en Syrie principalement depuis 2011, quelle que soit l'entité responsable de ces violations ou le groupe qui en a été victime.